

31 MAI 2010

PLAN STRATEGIQUE DE MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE NATIONALE DE PROTECTION DE L'ENFANT 2009 – 2013

Le Plan Stratégique quinquennal de Protection de l'enfant a pour but la réalisation, à moyen terme, des objectifs définis par la Politique Nationale de Protection de l'Enfant, qui sont de :

1. Réduire le nombre d'enfants en situation de risque
2. Améliorer la protection et la prise en charge des enfants en situation de risque
3. Lutter contre toutes les formes de maltraitance d'enfants

A cet égard, le Gouvernement et ses partenaires ont retenu quatre domaines stratégiques d'intervention :

1. Mise en place d'un système de surveillance et d'information sur l'enfant en situation de risque, et promotion de la recherche
2. Renforcement des mécanismes de prévention des violations de droits de l'enfant
3. Amélioration de la prise en charge des enfants en situation de risque
4. Renforcement du cadre national de coordination, suivi, et planification

Ces domaines d'intervention sont développés dans le cadre des mécanismes de mise en œuvre définis dans le document de politique nationale de protection de l'enfant.

Domaine 1 : Système national de surveillance et d'information sur l'enfant en situation de risque et Promotion de la recherche

Situation en 2006/2007

En 2006 : La connaissance et la surveillance des situations de vulnérabilité et des violations de droits de l'enfant reste insuffisante au Togo. Les données sont le plus souvent collectées de manière ad-hoc et dispersées, par les services et les institutions, tandis que les recherches et études répondent à des objectifs programmatiques précis et cloisonnés. Le partage de l'information est aléatoire, et son utilisation à la planification demeure limitée. L'absence d'un centre de documentation de référence demeure un handicap dans la capitalisation des expériences et la programmation de recherches coordonnées et prospectives.

- Des initiatives de collecte, de centralisation et de gestion des données ont été lancées, ces dernières années :
 - ✓ Création d'une base de données socio-économique centrée sur les femmes et les enfants, reposant sur un système expérimental de collecte de données de routine par les agents à la base (APS, Infirmier, Agents d'état civil, directeurs d'école) dans 9 préfectures, intégrée dans DevInfo, et ancré au niveau d'un Observatoire du suivi de la situation des enfants, au sein de la Direction Générale de la Statistique,
 - ✓ Création d'une base de données sur les enfants victimes de traite, ancrée au sein de la CNARSEVT, et reposant sur un système de collecte à base communautaire

- Des systèmes sectoriels de surveillance et de gestion de l'information existent, susceptibles de servir de points d'ancrage pour la surveillance des situations de vulnérabilité et de violations de droits de l'enfant, mais ne sont pas développés et exploités dans ce sens :
 - ✓ Santé : Système d'information de routine actualisé sur une base mensuelle qui pourrait faire ressortir un relevé des plaies et traumatismes volontaires et des violences sexuelles sur les enfants
 - ✓ Education : statistiques scolaires qui pourraient faire ressortir un relevé du nombre et de la localisation des enfants inscrits en primaire sans être enregistrés à l'état civil

1.1. Cibles

A mi-parcours

- Les différents services et institutions en charge ou concernés par la protection de l'enfant ont leurs capacités renforcées et disposent des outils et des procédures nécessaires, pour contribuer à la production intégrée et centralisées de données et informations sur l'enfant en situation de risque
- Un système national de surveillance et d'information sur l'enfant en situation de risque est opérationnel
- Une Commission de recherche sur la protection de l'enfant est constituée, et un plan national d'études et de recherches dans ce domaine est élaboré, qui tient compte des initiatives de recherches et d'études prévues ou déjà lancées

En 2013 :

Des informations fiables sur l'enfant en situation de risque sont disponibles, au niveau préfectoral, régional et national, et servent à la planification et l'évaluation des politiques et des programmes

- Un système national de surveillance et d'information sur l'enfant en situation de risque est opérationnel
- Un centre ressources sur l'enfant en situation de risque est désigné et opérationnel. Il facilite la programmation coordonnée des études et recherches soutenues par les partenaires, la mobilisation des ressources, établit des partenariats avec les universités et instituts de recherche, constitue un pool d'experts dans le domaine

1.2. Interventions

L'amélioration des connaissances sur l'enfance en situation de risque et leur utilisation repose sur deux volets :

1.2.1. Développement d'un système intégré de collecte de données sur les enfants en difficulté et les enfants victimes de violations de droits

Objectif :

Disposer d'informations périodiques fiables sur l'enfant en situation de risque au niveau préfectoral, régional et national

Activités :

- Concevoir et mettre en place un système de collecte d'informations local de portée nationale intégrant les différents systèmes d'information existants et renforçant le ciblage des systèmes sectoriels d'information existants

- ✓ Définir, par consensus, un référentiel des informations à collecter, leur provenance, leur fréquence
- ✓ Identifier et évaluer les systèmes d'information existant dans le domaine de la protection et dans les autres secteurs concernés par la protection
- ✓ Identifier et former les acteurs et institutions concernés par ce système d'information aux niveaux communautaire, périphériques, et central
- ✓ Mettre en place une base de données unique relative à l'enfant en situation de risque, centralisée au sein du Ministère en charge de la protection de l'enfant, et dont les conditions d'accès sont définies de façon concertée
- ✓ Former et recycler périodiquement les cadres du Ministère en charge de la protection de l'enfant, des autres ministères concernés, et de la société civile à l'utilisation des données
- Développer et exécuter un plan d'exploitation systématique des bases de données MICS et des études statistiques périodiques d'envergure nationale
- Elaborer un canevas commun de rapports trimestriels approfondis sur l'enfant en situation de risque et l'activité des services publics et associatifs agréés en charge de la protection, à destination des services centraux du Ministère en charge de la protection de l'enfant et publication d'un rapport annuel consolidé sur les enfants en situation de risque

Mécanismes de mise en œuvre :

Institution responsable : le Ministère en charge du Développement. A ce titre, il a pour responsabilités la production des normes, la mobilisation des ressources, la coordination et la supervision.

Institutions d'exécution : La DGS et les services centraux et régionaux du Ministère en charge du Développement, de la Protection de l'enfant, de la Justice, du Travail, de l'Education, de la Santé, de la Sécurité, le CNE, la CNARSEVT, les ONG et Associations

Partenaires d'appui technique et financier : L'UNICEF est le partenaire leader. Il mobilisera les autres partenaires notamment le BIT, la Banque mondiale, Plan International, Care, Terre des Hommes, pour le soutien technique et financier.

Ressources humaines nécessaires :

- Un consultant national pour exécuter le plan d'exploitation des bases de données MICS et des bases de données existantes
- Un consultant international pour mettre en place le système de collecte et la base de données protection

Indicateurs de résultats :

1. Base de données existe
2. Nombre d'acteurs formés pour le système de collecte
3. Nombre de structures impliquées dans le système de collecte
4. Nombre de structures transmettant un rapport trimestriel au Ministère en charge de la protection de l'enfant
5. Rapport annuel sur la protection, établi par le Ministère en charge de la protection de l'enfant, disponible

1.2.2. Promotion de la recherche, capitalisation et vulgarisation des meilleurs pratiques

Objectif :

Améliorer la connaissance et l'analyse des situations à risques pour les enfants au Togo, favoriser un meilleur partage des leçons apprises.

Cibles spécifiques :

A Mi – parcours

100% des études et rapports sur la protection de l'enfant existantes sont recensées, répertoriées, centralisées, et accessibles

100% des projets d'études et de recherche sur la protection de l'enfant sont partagés annuellement en vue de cofinancements éventuels

Une Commission d'études et de recherche est mise en place et un Plan national d'étude et de recherche est élaboré

Au terme du Plan

Un centre ressources de référence est créé et opérationnel

Un répertoire des études réalisées est disponible chaque année

Les besoins d'études et de recherche sont examinés périodiquement

Partage systématique des connaissances et des meilleures pratiques, dans le cadre d'une conférence biannuelle sur la protection de l'enfant

Activités :

- Recensement des études réalisées dans le domaine de la protection ces cinq dernières années
- Recensement des études planifiées dans le cadre des programmes en cours et des études prévues dans les documents de stratégies pour établir un plan d'études et de recherches conjointes
- Réunion d'une commission pour examiner et proposer les possibilités de convergence des financements d'études déjà planifiés avec l'appui des différents partenaires, et le développement de projets d'études et de recherche plus consolidé
- Création d'un centre ressources de référence, avec un conseil scientifique, à Lomé pour la mise en place et l'entretien d'une banque de données des études existantes et la promotion de cofinancement d'études et de partenariats avec les universités et instituts de recherche

Mécanismes de mise en œuvre :

Institution responsable : le Ministère en charge de la recherche. A ce titre, il a pour responsabilités la mobilisation des ressources, la mise en place du centre, la coordination et la supervision.

Institutions d'exécution : Universités (Lomé et Kara), URD, DGS, bureaux d'études, ONG/Associations

Partenaires d'appui technique et financier : L'UNICEF est le partenaire leader. Il mobilisera les autres partenaires notamment le BIT, Plan International, Care, Terre des Hommes, WAO, la Coopération française pour le soutien technique et financier.

Ressources humaines nécessaires :

- Un consultant national pour faire le recensement des études existantes et des études planifiées
- Un consultant national pour élaborer le plan d'études et de recherche

Indicateurs de résultats :

1. Un répertoire des études réalisées est disponible chaque année
2. Un centre ressource est fonctionnel
3. Un plan annuel de recherches est défini / partagé

Domaine 2 : Renforcement des mécanismes de prévention des violations de droits de l'enfant

Situation en 2006/2007¹

En 2006 : Les enfants sont d'autant plus vulnérables aux violations des droits, que leur situation familiale ou personnelle se révèle précaire ou difficile, et la capacité protectrice de l'environnement dans lequel ils évoluent est limitée.

- En effet, près de la moitié (43,9%) des personnes âgées de moins de 18 ans au Togo vivent dans un foyer pauvre, soit 1.245.495 enfants confrontés à des difficultés pour leur survie ou leur développement harmonieux.
Parmi ces enfants, 623.333 vivent dans des foyers très pauvres, avec, de ce fait, un accès précaire aux services sociaux de base et une vulnérabilité accrue à toutes formes de violences. Plus de la moitié (57%) de ces enfants en situation d'extrême pauvreté, soit 355.300, sont en âge d'aller à l'école (6-14 ans), tandis que près d'un sur dix (9,3%), soit 57.970, est âgé de 15 à 17 ans.
- 57.403 enfants âgés de 6-14 ans ne vont pas du tout à l'école. Parmi eux, 79% sont des filles et 89% vivent en zone rurale. Un quart de ces enfants en situation de risque vit dans la région des Savanes, les autres vivent surtout en région des Plateaux et de la Kara, comme l'indique le tableau suivant :

Tableau : Répartition des enfants âgés de 6-14 ans actuellement hors de l'école, selon les régions (2006)

| Enfants 6-14 ans non scolarisés | Savane | Plateaux | Kara | Maritime | Centrale | Lomé | Total |
|---------------------------------|--------|----------|--------|----------|----------|-------|--------|
| % | 25,7 | 23,5 | 20 | 12,4 | 10,1 | 8,2 | 100 |
| Nombre | 14.773 | 13.466 | 11.502 | 7.146 | 5.809 | 4.706 | 57.403 |

- 22% des enfants au Togo, soit 624.586 enfants, ne disposent pas d'acte de naissance. Seulement 69% des enfants âgés de moins de 5 ans actuellement enregistrés à l'état civil, ont été déclarés avant l'âge d'un an.
- 16,7% des enfants, soit 474.117 enfants au Togo, ne vivent avec aucun de leurs parents biologiques, alors que 72,5% d'entre eux ont leurs deux parents en vie. Parmi ces 343.735 enfants en situation de placement, 58,5% sont des filles. Une forte proportion des enfants ne vivant avec aucun parent biologique, réside en région Maritime et Lomé Commune.

Tableau : Nombre et Proportion d'enfants (moins de 18 ans) vivant avec aucun de leurs parents biologiques par région (2006)

| Enfants ne vivant avec aucun parent biologique | Maritime | Lomé | Centrale | Plateaux | Kara | Savane |
|--|----------|--------|----------|----------|--------|--------|
| % pop. enfantine de la région | 20,8 | 19,2 | 19 | 14,5 | 14,1 | 8,3 |
| Nombre | 179.695 | 80.006 | 53.438 | 77.261 | 51.176 | 30.789 |

- Aucune information n'est actuellement disponible sur la population enfantine affectée par un handicap. Mais si l'on tient compte des ratios établis par l'OMS et que l'on retient une proportion de 10% affectant de façon égale toutes les tranches d'âges de la population, on peut estimer à près de 284.000, le nombre d'enfants, âgés de moins de 18 ans, ayant un handicap physique ou mental au Togo.

¹ Source principale : MICS3 2006, études les plus récentes

- L'opinion publique au Togo est relativement favorable à la violence domestique, avec notamment plus d'une personne sur deux, favorable à la contrainte physique à l'égard de l'épouse/compagne (hormis Lomé Commune, 37%), et un tiers des mères/tuteurs d'enfants de moins de 15 ans, qui estiment que les enfants doivent être corrigés physiquement pour être éduqués.
- La compréhension des besoins de protection des enfants reste limitée, tandis que des droits de l'enfant sont encore considérés comme exogènes. Cela se traduit par une banalisation des violences faites aux enfants, une minimisation de la responsabilité des auteurs, et une vision restreinte de l'intérêt de l'enfant, tant par la communauté que par certains acteurs institutionnels.

2.1. Cibles²

En 2013 :

- Les enfants en difficulté, bénéficient d'un accompagnement individuel et familial, adapté et non stigmatisant, au sein de la communauté et auprès des services compétents ;
- les populations ont une compréhension commune et une connaissance renforcée des droits de l'enfant d'être protégé contre toutes les formes de discrimination, d'abus, de violence ou d'exploitation. Les pratiques et comportements socioculturels sont plus favorables à la protection des droits de l'enfant
- 1000 communautés villageoises ont leurs compétences renforcées pour la protection de l'enfant
- 1000 acteurs en charge ou concernés par la protection de l'enfant, et leaders d'opinion, sont formés sur le Code de l'enfant et les mécanismes de protection de l'enfant, et 60 journalistes formés

2.2. Interventions

Trois volets d'interventions sont prévus :

- Renforcement des services d'accompagnement des familles et des enfants en difficulté
- Renforcement des mécanismes communautaires de protection
- Promotion de la protection des droits de l'enfant : Communication pour le changement d'attitudes et de comportements

2.2.1. Renforcement des services d'accompagnement des familles et des enfants en difficulté

Objectif : Réduire le nombre d'enfants séparés de leurs parents et les risques de violations de droit

Stratégie : Améliorer l'accès des familles et des enfants en difficulté, aux services sociaux de base et à des services de protection sociale.

Le CNE, avec l'appui des partenaires, devra mobiliser des ressources complémentaires pour accroître le nombre de familles bénéficiaires d'un accompagnement social approprié en vue de réduire le risque social et la vulnérabilité des enfants aux violations de droits et consolider les structures de service social en terme de ressources humaines et matérielles.

Cibles spécifiques :

A Mi Parcours

² Les cibles sont les objectifs, qui peuvent être exprimés quantitativement, à atteindre dans le cadre du Plan Quinquennal

1. 25.000 enfants et leurs parents en situation d'extrême vulnérabilité, bénéficient d'un accompagnement et de mesures d'aides sociales directes (transferts de ressources conditionnels et inconditionnels, programme d'assistance matérielle et de soutien), 40 centres sociaux sont renforcés
2. 50% des 624.586 enfants non enregistrés jusqu'en 2006, ont un jugement supplétif tenant lieu d'acte de naissance
3. 335 centres d'état civil et kiosques sont mis en place et/ou renforcés
4. 2 CRASE, 9 SASE et les 44 institutions associatives et publiques d'accueil et d'hébergement des enfants en situation de risque participent au recensement et à l'enregistrement des enfants à l'état civil
5. 30% des Unités de Soins Périphériques et d'Etablissements d'enseignement maternel et primaire, contribuent à l'enregistrement des enfants à l'état civil
6. Les services de recensement et d'enregistrement à base communautaires sont renforcés, et les communautés informées et sensibilisées sur l'enregistrement des naissances
7. 5.000 enfants affectés par un handicap identifiés bénéficient d'une prise en charge et d'un suivi adéquat
8. Le Centre National d'Appareillage Orthopédique de Lomé et les six centres régionaux de réadaptation pour handicapés sont renforcés pour l'accueil, la prise en charge et le suivi des enfants handicapés défavorisés
9. 7 écoles pour enfants non-voyants ou sourds-muets reçoivent un appui.
10. 250 agents communautaires, des services sociaux et des services de base, des ONG, sont sensibilisés, et formés à l'écoute et l'accompagnement, non stigmatisant et adaptés, des enfants affectés par un handicap, les communautés sont informés et sensibilisées sur le handicap
11. 11.500 orphelins et autres enfants vulnérables dans le contexte du VIH/SIDA bénéficient d'une assistance

Au terme du Plan (2012-2013)

1. 50.000 enfants, et leurs parents, en situation d'extrême vulnérabilité, bénéficient d'un accompagnement et de mesures d'aides sociales directes, 79 centres sociaux renforcés
2. 100% des enfants non enregistrés jusqu'en 2006 (625.000) sont déclarés à l'état civil et disposent d'un jugement supplétif tenant lieu d'acte de naissance
3. Le taux d'enregistrement des naissances dans le délai légal passe de 32% à 60%
4. 635 centres d'état civil et kiosques sont opérationnels
5. Les 4 CRASE, 18 SASE et les 88 institutions associatives et publiques d'accueil et d'hébergement des enfants en situation de risque participent au recensement et à l'enregistrement des enfants à l'état civil
6. 60% d'Unités de Soins Périphériques et d'Etablissements d'enseignement maternel et primaire, qui contribuent à l'enregistrement des enfants à l'état civil
7. Les services de recensement et d'enregistrement à base communautaires sont renforcés, et les communautés informées et sensibilisées sur l'enregistrement des naissances

8. 10.000 enfants affectés par un handicap sont identifiés, et bénéficient d'une prise en charge et d'un suivi adéquat
9. Le Centre National d'Appareillage Orthopédique de Lomé et les six centres régionaux de réadaptation pour handicapés, sont renforcés pour l'accueil, la prise en charge et le suivi des enfants handicapés défavorisés
10. Les 14 écoles pour enfants non-voyants ou sourds-muets reçoivent un appui
11. 100 établissements scolaires participent à un projet pilote d'éducation inclusive
12. 500 agents communautaires, des services sociaux et des services de base, sont sensibilisés, et formés à l'écoute et l'accompagnement, non stigmatisant et adaptés, des enfants affectés par un handicap, les communautés sont informées et sensibilisées sur le handicap
13. Les effectifs des agents des services sociaux ont doublé
14. 11.500 orphelins et autres enfants vulnérables dans le contexte du VIH/SIDA bénéficient d'une assistance

Activités :

2.2.1.1. Renforcement de la couverture et de la qualité des services de protection sociale de base, en direction des familles et des enfants en difficulté, qui inclut :

- le développement et la mise en œuvre d'un projet Pilote d'Aide Sociale à la famille et aux enfants en difficulté, ciblé sur les foyers en situation d'extrême précarité, où les parents rencontrent des difficultés aiguës dans leur mission d'éducation et de protection de leurs enfants, l'orientation vers des services plus spécialisés le cas échéant. Ce Projet pilote précède la mise en place d'un programme social d'envergure nationale.

Bénéficiaires : 50.000 enfants, et leurs parents, en situation d'extrême vulnérabilité, bénéficient d'un accompagnement et de mesures d'aides sociales : allocations conditionnelles, éducation parentale et accompagnement à la gestion du budget familial, appui aux activités génératrices de revenus.

- le renforcement des capacités institutionnelles des services sociaux décentralisés. Les centres sociaux auront pour fonction de servir de centres de référence d'aide sociale à la famille, chargés de recevoir les enfants et familles en situations de vulnérabilité sociale, d'animer des séances socio-éducatives, d'orienter vers des services plus spécialisés, d'informer et conseiller les familles pour l'aide sociale, de mener des activités intégrées en relation avec d'autres services, de faire le suivi des enfants et leurs familles auprès des autres services de base, de contribuer à la production de l'information, au suivi et évaluation. L'objectif est de revitaliser les 79 centres sociaux actuellement ouverts, répartis sur le territoire national de manière à garantir un accès équitable aux services, tenant compte du ratio nombre d'APS / habitant et des distances à parcourir.

Il s'agit donc d'établir :

- une cartographie précise des services (publics et associatifs) de protection de base et de protection spéciale de l'enfance,
- un plan d'aménagement, de réhabilitation et d'équipement des centres sociaux en fonction des besoins identifiés
- un plan de développement des ressources humaines (profil, recrutement et contractualisation, (re)déploiement des agents), incluant notamment la poursuite et l'augmentation des admissions et recrutements des élèves de l'Ecole Nationale de Formation Sociale, afin de doubler les effectifs actuels sur le terrain d'ici fin 2012

Mécanismes de mise en œuvre :

Institution responsable : le Ministère chargé de la protection de l'enfant. Il a en charge la production des normes et procédures, l'évaluation des besoins, la programmation, la supervision et le suivi.

Institutions d'exécution : les Directions régionales et préfectorales des Affaires sociales, les ONG/Associations.

Partenaires d'appui technique et financier : L'UNICEF est le partenaire leader. Il mobilisera les autres partenaires, notamment la Banque Mondiale, le BIT pour le soutien technique et financier.

Le Ministère des Finances apporte son soutien financier et technique.

Ressources humaines nécessaires :

- Un consultant international pour réaliser l'étude de faisabilité de la mise en place du Projet Pilote d'Aide sociale à la Famille et aux Enfants en difficulté, et définir les critères d'éligibilité au Fonds
- Un Consultant national pour établir la cartographie précise des services sociaux (publics et associatifs) de base et de protection de l'enfance, et le plan d'aménagement et de revitalisation des centres sociaux

Indicateurs de résultats

1. Nombre d'enfants en difficulté, dont le foyer a reçu une assistance sociale de base gratuite
2. Nombre de centres sociaux qui offrent des services de protection sociale de base aux enfants et leurs parents en difficulté
3. Nombre de centres sociaux en mesure de faire le suivi des enfants et leurs parents en difficulté, en milieu ouvert

2.2.1.2. Elaboration et mise en œuvre d'un programme national d'enregistrement des naissances

Ce programme a pour objectif l'établissement de jugements supplétifs pour les enfants actuellement sans acte de naissance et le renforcement du système d'enregistrement des naissances des enfants dans les délais légaux, en prévoyant :

- Etude sur l'enregistrement des naissances au niveau national
- Organisation d'audiences foraines pour l'établissement, sur une période de trois mois, de jugements supplétifs pour les 625.000 enfants âgés de 0 à 18 ans qui n'ont actuellement pas d'acte de naissance (rattrapage des enfants non enregistrés)
- Intégration des services d'enregistrement des naissances au sein d'autres services de base opérationnels (vaccination, soins de santé primaire, éducation) et services de protection de l'enfant :
 - Santé : Installation de kiosques dans les Unités de Soins Périphériques (USP) ; Formation et déploiement d'équipes lors de campagnes nationales de promotion de la santé (ex : vaccination), s/c directions régionales de la santé
 - Education : développement et suivi d'une procédure d'identification, recensement et suivi des dossiers individuels d'établissement de jugements supplétifs pour les élèves non déclarés à l'état civil, sous la responsabilité de chaque établissement scolaire et des directions régionales de l'Education
 - Formations correspondantes des responsables des USP et des chefs d'établissements.
- Etablissement d'une procédure spéciale et systématique d'enregistrement / établissement de jugement supplétif pour les enfants non déclarés, en contact avec les services et les institutions chargés ou participant à la protection de l'enfant (services sociaux, ONG, orphelinats, associations, service spécialisés de protection de l'enfant, services de police, etc..) / Formation correspondante du personnel concerné

- Campagnes nationales d'information et de sensibilisation :
 - Semaine nationale d'enregistrement des naissances
 - Nomination d'un ambassadeur de bonne volonté (parmi personnalités culturelles ou sportives influentes)
 - Deux campagnes de sensibilisation par région et par an
 - Diffusion mensuelle d'une série de spots dans chaque préfecture et sous-préfecture
- Développement du système d'enregistrement des naissances à base communautaire :
 - Formation des sages femmes communautaires pour collecter les données sur les naissances, dans les communautés rurales, en vue de l'enregistrement des naissances
 - Formation et équipement de volontaires communautaires pour la sensibilisation, l'identification et l'assistance des familles dans les procédures d'enregistrement des naissances : Recensement des foyers dans la collectivité par les membres des comités locaux et inscription des données dans un registre des foyers, mis à jour trimestriellement (naissances, décès, entrées, départs). La liste des enfants nés est transmise aux services sociaux et aux services d'état civil, dans une circulation pyramidale de l'information. Cette liste doit servir également d'outil stratégique de production de données fiables sur la population enfantine et le développement des Plans d'Actions villageois.
- Renforcement des services d'état civil et des services judiciaires pour l'établissement des jugements supplétifs
 - Equipement en registres et imprimés, de 635 centres d'état civil
 - Equipement en vélo des 400 centres d'état civil en zone rurale à l'habitat dispersé pour les officiers d'état civil itinérants
 - Equipement matériel des tribunaux pour l'établissement des jugements supplétifs (imprimés, fiches de demandes)
- Réforme législative, établissant le principe de gratuité de l'enregistrement à l'état civil dans le délai de six mois, et service payant une fois le délai dépassé

Mécanismes de mise en œuvre :

Institution responsable : le Ministère chargé de la Protection de l'Enfant. Il a en charge la production des normes et procédures, l'évaluation des besoins, la programmation, la supervision et le suivi.

Institutions d'exécution : les Directions régionales et préfectorales des Affaires sociales, de la Santé, de l'Education, les formations sanitaires, les établissements scolaires, les tribunaux, les Communes et les Préfecture, les ONG/Associations.

Partenaires d'appui technique et financier : L'UNICEF est le partenaire leader. Elle mobilisera les autres partenaires, notamment l'ONG internationale PLAN Togo, et le FNUAP pour le soutien technique et financier.

Ressources humaines nécessaires :

- Un Consultant national pour l'étude nationale portant état des lieux de l'enregistrement des naissances au Togo
- Un Consultant national pour finaliser et budgétiser le programme national d'enregistrement des naissances, tenant compte du plan d'action triennal élaboré en 2005 et des projets actuellement soutenus par les partenaires

Indicateurs de résultats

1. Nombre d'enfants âgés de moins de 18 ans, non enregistrés dans les délais, disposant d'un jugement supplétif tenant lieu d'acte de naissance
2. Nombre d'Unités de Soins Périphériques et d'Etablissements d'enseignement maternel et primaire, qui contribuent à l'enregistrement des enfants à l'état civil
3. Nombre de naissances enregistrées systématiquement, dans les délais légaux

4. Nombre de centres d'état civil équipés en matériel
5. Nombre d'agents formés

2.2.1.3. Elaboration et mise en œuvre d'un programme pilote en faveur des enfants affectés par un handicap

Ce programme pilote a pour objectif la prévention, l'identification et la prise en charge des enfants affectés par un handicap, à travers une politique d'intégration, le renforcement de services adaptés, et le soutien aux familles. Le programme pilote repose sur :

- une analyse de situation des enfants affectés par un handicap, en particulier sur la nature et l'ampleur des handicaps, et sur l'évaluation de l'accès de ces enfants aux services sociaux de base
- la ratification de la Convention Internationale globale et intégrée pour la protection et la promotion des droits et de la dignité des personnes handicapées de mars 2007, signée le 23 septembre 2008
- une approche-projets centrée sur :
 - i) le renforcement des services de base et des services sociaux pour la détection précoce des handicaps, la mise en place d'un système de référence et la prise en charge
 - ii) la prise en compte des enfants affectés par un handicap dans les systèmes et outils nationaux de collecte et d'analyse de données
 - iii) un projet pilote d'éducation inclusive des enfants affectés par un handicap ;
 - iv) la prévention des maladies invalidantes (Noma, Ulcère de Buruli)
 - v) des services de santé et d'éducation spécialisés renforcés et disposant des ressources nécessaires ;
 - vi) la formation et la promotion d'attitudes non-discriminatoires et adaptées, dans tous les espaces où acteurs communautaires et prestataires de services interagissent avec des enfants affectés par un handicap (système préscolaire, hôpitaux, centres sociaux, espaces associatifs)
 - vii) l'organisation d'espaces de rencontres et de suivi des familles ayant un enfant affecté par un handicap
 - viii) une communication sociale, et une campagne biannuelle d'information et de sensibilisation sur le handicap

Mécanismes de mise en œuvre :

Institution responsable : le Ministère chargé de l'Action Sociale. Il a en charge la production des normes et procédures, l'évaluation des besoins, la programmation, la supervision et le suivi.

Institutions d'exécution : les Directions régionales et préfectorales des Affaires sociales, de la Santé, de l'Education, les ONG/Associations, les structures décentralisées au niveau régional et préfectoral des ministères concernés

Partenaires d'appui technique et financier : L'ONG internationale HANDICAP International est le partenaire leader. Elle mobilisera les autres partenaires, notamment l'OMS, l'UNICEF, le FNUAP, et l'ONG Plan Togo, pour le soutien technique et financier.

Ressources humaines nécessaires :

- Un Consultant national pour l'analyse de situation
- Un Consultant national pour l'étude de faisabilité sur l'éducation inclusive

Indicateurs de résultats

1. Nombre d'enfants âgés de moins de 18 ans affectés par un handicap identifiés et enregistrés par les différents services sociaux et services de base

2. Nombre d'enfants âgés de moins de 18 ans affectés par un handicap bénéficiant d'une prise en charge adéquate et d'un suivi
3. Nombre d'Unités de Soins Périphériques et d'Etablissements d'enseignement maternel et primaire, qui contribuent à l'identification, l'orientation et/ou la prise en charge des enfants affectés par un handicap
4. Nombre de centres/services spécialisés pour les enfants affectés par un handicap renforcés
5. Nombre d'agents communautaires, publics, associatifs formés

2.2.1.4. Mise en œuvre d'un programme national en faveur des orphelins et autres enfants vulnérables dans le contexte du VIH/SIDA

Ce programme intègre les objectifs et les activités retenus dans le Plan Stratégique National de lutte contre le VIH/SIDA et les IST, qui vise notamment la prise en charge de 11.500 orphelins et enfant affectés par le VIH/SIDA³, à travers le renforcement des capacités des ONG et associations et l'élaboration d'une politique de prise en charge psychosociale des enfants.

Les interventions prévues incluent :

- Une Analyse de la situation des orphelins et enfants affectés par le VIH/SIDA au Togo
- La formation du personnel, amélioration du cadre de travail et de fonctionnement de 21 ONG et Associations pour l'accompagnement et le suivi des orphelins et enfants affectés par le VIH/SIDA
- La mise en place de mesures d'assistance et de suivi des orphelins et enfants affectés par le VIH/SIDA en milieu familial : placement, bourses d'études, kits alimentaires et soins de santé,

Elles reposent sur le Plan opérationnel des actions 2006-2010 établis dans ce domaine.

Mécanismes de mise en œuvre :

Institution responsable : le Ministère chargé de la Protection de l'enfant. Il a en charge la production des normes et procédures, l'évaluation des besoins, la programmation, la supervision et le suivi.

Institutions d'exécution : les Directions régionales et préfectorales des Affaires sociales, de la Santé, de l'Education, les structures décentralisées au niveau régional et préfectoral des ministères concernés, les ONG/Associations et organisations confessionnelles impliquées dans le domaine

Partenaires d'appui technique et financier : L'UNICEF est le partenaire leader. Elle mobilisera les autres partenaires, notamment le PAM, l'UNFPA, le Fonds Mondial, la GTZ, la Coopération française, le BIT, l'OMS, Plan Togo, Born Fonden pour le soutien technique et financier.

Ressources humaines nécessaires :

- Un Consultant national pour l'Analyse de la situation des orphelins et enfants affectés par le VIH/SIDA au Togo

Indicateurs de résultats

1. Nombre d'Orphelins et enfants affectés par le VIH/SIDA dont le foyer a reçu un soutien externe de base gratuit pour prendre soin de l'enfant
2. Nombre d'enfants vivant avec le VIH qui ont bénéficié d'une assistance psychologique et nutritionnelle
3. Nombre d'ONG / Associations à base communautaires qui ont reçu un appui pour assister les Orphelins et enfants affectés par le VIH/SIDA

2.2.2. Renforcement des mécanismes communautaires de protection

³ Les orphelins et enfants affectés par le VIH/SIDA peuvent présenter des degrés de vulnérabilité variables (haut, moyenne, mineure), définis dans le Plan opérationnel des actions 2006-2010, qui déterminent leur prise en charge.

Objectif : Améliorer la compréhension, le niveau de mobilisation et la portée des interventions de protection par la communauté en direction des enfants en situation de risques, à travers l'appui à un développement communautaire centré sur l'enfant.

Cibles spécifiques :

- Les responsables de CDB, des CVD et de CDQ dans 1000 communautés à la base voient leurs compétences renforcées en matière de protection de l'enfant
- Les populations de 1000 communautés à la base sont informées et convaincues des besoins de protection de l'enfant, et contribuent à un environnement protecteur autour de l'enfant
- Les groupements de femmes et des jeunes des communautés à la base bénéficient d'un appui institutionnel et financier pour leurs microprojets, et, pour les premières, d'un accompagnement individualisé à la gestion du budget familial de nature à garantir l'intérêt supérieur de l'enfant

Activités :

- Appui à l'élaboration et l'exécution de plans de développement local centrés sur l'enfant, dans 1000 localités villageoise : Diagnostic communautaire et PAV qui intègre les besoins de protection des enfants, en prenant en compte les difficultés matérielles structurelles des familles
- Appui AGR et mécanismes de subventions et de microcrédit, complété d'un accompagnement à la gestion du budget familial, aux femmes, dans le cadre d'un appui aux ménages avec enfants en situation de détresse économique, et aux jeunes déscolarisés, dans les 1000 localités villageoises
- Renforcement des capacités des CDB, CVD, CDQ dans les 1000 communautés à la base, et leurs commissions spécialisées en matière de protection, à appuyer les enfants en situation de risque, et les familles en difficulté : formations sur l'identification, l'écoute, et l'orientation des enfants en situations de risques ; organisation en réseau inter-villageois ; dotation en vélo ; création d'un fonds communautaire de solidarité enfants
- Organisation d'activités IEC de proximité dans les 1000 localités villageoises, auprès des responsables communautaires et religieux, membres OCB, familles, groupements et associations sur des questions relatives à la protection de l'enfant

Mécanismes de mise en œuvre :

Institution responsable : le Ministère en charge de la Protection de l'enfant. Il est responsable de la production des normes et procédures, l'évaluation des besoins, la programmation, la supervision et le suivi.

Institutions d'exécution : les Directions régionales et préfectorales des Affaires sociales, de l'Economie et du Développement, les ONG/Associations.

Partenaires d'appui technique et financier : L'UNICEF est le partenaire leader. Elle mobilisera les autres partenaires, notamment la Banque Mondiale, le BIT, le FNUAP, Plan Togo, Care, BICE, pour le soutien technique et financier.

Ressources humaines nécessaires :

- Un Consultant national pour établir une cartographie nationale des CDB disposant de commissions chargées de(s) questions relatives à la protection de l'enfant, leur organisation pyramidale, et la création de fonds communautaires de solidarité aux familles et aux enfants en situation de risque
- Un Consultant national pour l'étude diagnostic et la mise en place de mécanismes communs de subventions et de financement des microprojets

Indicateurs de résultats

1. Nombre de localités villageoises avec un PAV opérationnel prenant en compte les besoins de protection de l'enfant
2. Nombre de microprojets de nature économique, sociale, ou culturels soutenus et exécutés
3. Nombre de familles bénéficiant d'un accompagnement individualisé à la gestion du budget familial
4. Nombre de CDB renforcés, opérationnels et intervenant en matière de protection de l'enfant
5. Nombre de localités villageoises ayant mis en place un fonds communautaire de solidarité aux familles et aux enfants en situation de risque

2.2.3. Promotion de la protection des droits de l'enfant : Communication pour le changement d'attitudes et de comportements

Objectif :

Améliorer la connaissance et la compréhension des droits et des besoins de l'enfant, et promouvoir des attitudes et des comportements plus favorables à leur protection

Cibles spécifiques :

- la connaissance du Code de l'enfant et la compréhension des droits de l'enfant contre toutes les formes de discrimination, d'abus, de violence et d'exploitation sont renforcées ;
- les pratiques socio culturelles néfastes à la survie et au développement de l'enfant sont réduites
- les cas de violations de droits de l'enfant sont plus systématiquement dénoncés et jugés

Activités :

- Etude diagnostic sur la compréhension des droits de l'enfant
- Vulgarisation du Code de l'enfant, ainsi que des textes et des mécanismes d'application et de suivi :
 - o Formation de 1000 acteurs en charge ou concernés par la protection de l'enfance : les auxiliaires de justice, les juristes, les para-juristes, les travailleurs sociaux, les leaders d'opinion (responsables communautaires et religieux), journalistes
 - o Diffusion en langue locale
 - o Traduction et diffusion en langues locales
- Promotion des comportements culturels favorables à la protection de l'enfant :
 - o Deux campagnes thématiques de sensibilisation et d'information des populations, par an, au niveau national, régional et local (définition d'un plan de communication), utilisant tous les supports (médias télévisuels et radiophoniques, presse écrite) nationaux et locaux, publics et communautaires, caravanes)
 - o Deux sessions thématiques de formation des journalistes, par an, sur les droits et besoins de protection de l'enfant, et la prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant dans le traitement de l'information (définition d'un plan de formation)
 - o Production d'une émission bimensuelle audiovisuelle (documentaire suivi d'un débat) sur la protection de l'enfant (définition d'un plan de production TV)
 - o Production d'une émission radiophonique hebdomadaire interactive sur les droits et la protection de l'enfant
 - o Coproduction de spots et de bandes annonces sur les droits et la protection de l'enfant en partenariat avec d'autres services (Santé, Justice...)

Mécanismes de mise en œuvre :

Institution responsable : le Ministère en charge des *Droits de l'homme*. A ce titre, il a en charge la mobilisation des ressources, la coordination, la vulgarisation des textes, la supervision des activités

Institutions d'exécution : CNDH, Ministère de la Communication, Ministère de la Justice, Ministère des Affaires sociales, Ministère de la Santé, Ministère de l'Education, ONG/Associations spécialisées dans la promotion des droits de l'homme, de l'enfant, organisations professionnelles.

Partenaires d'appui technique et financier : Le Haut Commissariat des Nations-Unies aux Droits de l'Homme est le partenaire leader. Il mobilisera les autres partenaires notamment l'UNICEF, le BIT, le FNUAP, Plan Togo, Care, pour le soutien technique et financier.

Ressources humaines nécessaires :

- Un consultant national pour mesurer, au début et au terme du Plan quinquennal, la connaissance et le niveau de compréhension des droits de l'enfant en matière de protection contre toutes les formes d'abus, violence et exploitation
- Un consultant national pour évaluer l'ampleur et la nature des pratiques traditionnelles en rapport avec les situations de risques d'abus, violence ou exploitation pour les enfants au Togo, et les mécanismes traditionnels de protection

Indicateurs de résultats

1. Nombre d'acteurs/agents formés
2. Nombre de leaders d'opinion sensibilisés / formés
3. Nombre de journalistes formés
4. Nombre de campagnes réalisées
5. Nombre d'émissions télévisées et radiophoniques produites / diffusions
6. Nombre de spots produits / diffusion
7. Nombre de cas de violations de droits de l'enfant dénoncés et jugés

Domaine 3 : Amélioration de la prise en charge des enfants en situation de risque

Situation en 2006/2007⁴

En 2006 : Tous les enfants sont vulnérables aux violations de droits, même si les enfants en difficulté encourent des risques démultipliés d'être victimes de maltraitance.

Les enfants en situation de risque pour leur survie et leur développement, compte tenu des conditions difficiles dans lesquelles ils vivent ou des situations de maltraitance qu'ils endurent, ont besoin d'accéder à des services de protection spéciale, nécessaires à leur protection, leur réhabilitation et leur réinsertion. En l'état actuel, les enfants en situation de risque n'accèdent pas tous, ni systématiquement, aux services adéquats.

- Tandis que l'école peut se révéler un espace d'expression de différentes formes de violences faites aux enfants (propos dégradants, punition corporelle comme méthode éducative, exploitation), la violence domestique est répandue et socialement acceptée. En 2006, près d'un enfant sur quatre (24%) au Togo avait fait l'objet de corrections physiques sévères. A Lomé, au premier semestre 2006, 320 ordonnances de placement provisoires étaient prises par le Juge pour enfants pour des motifs de maltraitance / exploitation. L'année précédente, ce sont 427 enfants qui étaient placés dans des centres d'accueil pour les mêmes motifs. Les chiffres ne sont pas disponibles hors de Lomé.
- 29,4% des enfants âgés de 5 à 14 ans au Togo, soit 490.000 enfants, exerce une activité économique ou domestique, dans des conditions défavorables à leur épanouissement, et la réalisation de leurs autres droits. La majorité de ces enfants travaille dans la sphère familiale. Une proportion non négligeable travaille cependant hors du ménage, sans pour autant être rémunéré : 14,3% des enfants âgés de 5-14 ans de Lomé-Commune ; 6,6% des enfants du même âge dans la région des Plateaux ; et 6,2% en région Centrale.
- Pour les années 2002 à 2006, on dénombrait 2519 enfants victimes de traite transfrontalière, soit une moyenne de 503 enfants victimes par an. On ne dispose actuellement d'aucun chiffre concernant le nombre d'enfants victimes de traite interne, tandis qu'elle affecte la vie de nombreuses filles mobilisées notamment pour le travail domestique en milieu urbain.
- L'ampleur et la nature des abus et des violences sexuelles commises sur les enfants au Togo, restent difficile à évaluer, tant en raison du tabou social qui entoure les victimes que de l'absence de poursuite des auteurs, et de recueil systématique de données dans ce domaine. A Lomé, seulement, entre 2002 et 2006 191 plaintes pour viol, attentat à la pudeur, enlèvement et détournement de mineur étaient transférées au parquet. Les dossiers traités pas les services sociaux ne sont pas systématiquement transmis à la justice.
- En 2006, 16,2% des filles âgées de 15-17 ans était mariée ou en union, soit 22.000 enfants. Le mariage précoce des filles, justifié par des considérations religieuses, économiques, biologiques ou sociales, est plus élevé en zone rurale et parmi les couches de population les moins instruites. Il est particulièrement fréquent dans le Sud-Est de la région Maritime, dans le Moyen-Mono (Plateaux), Dankpen (Kara) et dans la région des Savanes, et s'inscrit parfois dans des pratiques traditionnelles d'échanges de filles entre familles.

⁴ Source principale : MICS3 2006, études les plus récentes

- Certaines pratiques traditionnelles néfastes à la survie et au développement de l'enfant continuent de subsister. Ainsi 1% des filles âgées de 15-19 ans en 2006, avait subi une mutilation génitale féminine. Les chiffres sont inconnus pour les enfants âgés de moins de 15 ans. Les infanticides des nouveaux nés et la stigmatisation d'enfants dits sorciers, motivés par des croyances traditionnelles ou superstitieuses, sont une préoccupation dans la région de Kara, de même que les pratiques vaudou de confinement des enfants, dans les couvents fétichistes, en régions Maritime et des Plateaux.

Les efforts du Gouvernement pour l'offre de services d'écoute, d'assistance, d'orientation et de prise en charge, en direction des enfants en situation de risques, reposent actuellement sur les ressources institutionnelles suivantes :

- En 2007, on dénombrait 79 centres sociaux répartis sur l'ensemble du territoire national, chacun animé le plus souvent par un seul agent de promotion sociale (APS). Ces dernières années, 50 centres sociaux ont été fermés, faute de personnel ou en raison de l'état de délabrement des infrastructures. Le ratio nombre d'habitants pour un APS tend à se dégrader. Dans les régions à faible densité démographique, la question de l'accessibilité géographique aux services sociaux reste posée.

Tableau : Nombre d'habitants pour un agent de promotion sociale, selon les régions (2007)

| Nombre | Maritime | Plateaux | Lomé | Kara | Savane | Centrale |
|-----------------------|----------|----------|--------|--------|--------|----------|
| Habitants pour 1 APS | 81.118 | 71.882 | 60.181 | 44.600 | 40.667 | 29.059 |
| APS pour 100.000 hbts | 1,2 | 1,4 | 1,7 | 2,24 | 2,5 | 3,4 |

Source : Rapports annuels Directions Régionales des Affaires Sociales

Le service social placé près la CA et le Tribunal de Lomé reposait, en 2007 sur trois agents, dont un APS et une assistante administrative relevant du Ministère de la Justice. Le service social près la pouponnière de Tokoin (Commune de Lomé), n'est plus opérationnel depuis le départ à la retraite de la responsable (APS).

- *En matière de justice pour enfants.* Alors que l'on compte un magistrat pour 31.000 habitants au Togo, il existe un seul tribunal pour enfant au Togo, dans le ressort de la CA de Lomé mais qui ne dispose pas de greffes spécialisées. Un juge pour enfant nommé à Lomé et 28 magistrats instructeurs désignés dans le ressort de la CA de Kara font office de juge des enfants. Une brigade pour mineurs existe à Lomé, avec une compétence nationale. Elle est composée de 14 agents (fonctionnaires de police, administration pénitentiaire, infirmier) accompagnée d'un service social composé de deux agents et d'un psychologue bénévole. Cette brigade pour mineur a une capacité d'accueil de 28 enfants.
- *En matière de lutte contre l'exploitation économique des enfants.* Les services de l'inspection du travail s'appuyaient, en 2007, pour l'ensemble du territoire national, sur 20 inspecteurs du travail et 10 contrôleurs. 39 agents supplémentaires, actuellement en formation, sont attendus pour 2009, ce qui porterait les effectifs du service à 69
- *En matière de services d'écoute, d'assistance et d'orientation :*
 - ✓ 4 centres d'accueil et d'information des jeunes et adolescents sur la santé de la reproduction (MS) ;
 - ✓ 1 Centre interdisciplinaire de Prise en charge Psycho Socio Judiciaire (CPPSJ) des victimes de violences, dans le CHU de Lomé ;
 - ✓ 7 centres d'écoute pour les violences basées sur le genre (MASPF)
 - ✓ 34 Formations sanitaires (MS)
- *En matière d'éducation, d'animation et de formation des jeunes défavorisés en milieu extrascolaire :*
 - ✓ 4 Centres Ruraux d'Activités Socio Educatives (CRASE) (MJEU) ;
 - ✓ 18 centres Secteurs d'Activités Socio Educatives (SASE) (MJEU)
 - ✓ 6 Centres Conviviaux de jeunes (MJEU)
 - ✓ 10 Centres d'Initiation Professionnelle (CIP) (MJEU)

La quasi-totalité de ces services publics sont localisés dans les chefs lieux de région et à Lomé Commune, hormis les SASE créés dans les villes, villages et cantons où il n'y a pas d'Inspections de la Jeunesse ni de centres conviviaux de jeunes)

Les services et institutions associatifs et confessionnels de protection de l'enfant jouent un rôle essentiel dans la prévention et la protection des enfants contre les abus, la violence et l'exploitation. Il existe une centaine d'associations intervenant dans ce domaine, dont 88 environ offrent des services d'accueil ou d'hébergement pour les enfants en situation de risque, avec plus de la moitié d'entre elles en région Maritime et à Lomé Commune, tandis que les autres régions disposent chacune d'une dizaine de structures d'accueil ou d'hébergement. Plus des deux tiers (77%) sont affiliées à un réseau.

- *Centres d'hébergement et de réinsertion sociale des enfants en situation de risque*⁵ : 44 structures associatives et confessionnelles, avec une capacité d'accueil de près de 2000 enfants, et un taux de remplissage, en septembre 2007, de 65%. Certaines de ces structures offrent également des services d'écoute et d'accueil dans la journée.

Tableau : Répartition selon les régions des structures associatives d'hébergement et de réinsertion sociale des enfants en situation de risque et des capacités cumulées d'accueil (2007)

| Structures hébergement | Savane | Plateaux | Kara | Maritime | Centrale | Lomé | Total |
|---------------------------|--------|----------|------|----------|----------|------|-------|
| Nombre | 3 | 3 | 10 | 6 | 8 | 14 | 44 |
| % | 7 | 7 | 23 | 14 | 18 | 33 | 100 |
| Capacité totale d'accueil | 178 | 95 | 592 | 138 | 231 | 694 | 1928 |

Source : Etude sur les normes et capacités des structures d'accueil et de prise en charge des enfants (2007)

- *Centres d'accueil ou d'écoute*⁶ : 19 centres ouverts ou d'écoute sont actuellement animés par des organisations associatives ou confessionnelles, avec une capacité d'accueil dans la journée de 1091 enfants

Tableau : Répartition selon les régions des 19 centres associatifs ouverts ou d'accueil des enfants en situation de risque. (2007)

| Centres ouverts | Savane | Plateaux | Kara | Maritime | Centrale | Lomé | Total |
|-----------------|--------|----------|------|----------|----------|------|-------|
| % | 0 | 31,6 | 2 | 16 | 26,3 | 21 | 100 |

Source : OpCit

- *Centres de transit ou d'hébergement d'urgence*⁷ : 2 centres associatifs, auxquels s'ajoutent les 4 centres publics de transit pour les enfants victimes de traite relevant des Directions régionales des affaires sociales.
- *Associations développant des services spécialisés* :
 - ✓ en matière d'abus et violence sexuels : une trentaine d'associations
 - ✓ en matière d'assistance aux OEV : une vingtaine d'associations
 - ✓ en matière de services aux enfants handicapés : 14 écoles spécialisées

⁵ Un Centre d'hébergement et de réinsertion sociale s'entend comme une structure dans laquelle l'enfant réside, dans le cadre d'un programme de prise en charge et d'accompagnement personnels en vue de sa réinsertion familiale et sociale future. Cela n'exclut pas que la même structure puisse développer des services d'accueil ou d'écoute dans la journée en direction d'autres enfants. Dans la classification retenue ici, prime la faculté d'hébergement prolongé.

⁶ Un Centre d'accueil ou d'écoute s'entend comme une structure ouverte la journée, sans possibilités d'hébergement même temporaire, et qui offre, dans la journée, des services variés aux enfants (écoute, appui psycho-social, assistance nutritionnel, soins de santé, assistance juridique, etc)

⁷ Un centre de transit ou d'hébergement d'urgence s'entend comme une structure offrant une prise en charge intégrale de l'enfant en situation de risque (hébergement, nutrition, etc), seulement en situation d'urgence, en attendant le placement de l'enfant dans un centre d'hébergement et de réinsertion sociale ou sa réintégration familiale.

3.1. Cibles

En 2013 :

50 % des enfants en situation de risques sont identifiés et pris en charge, à travers un dispositif national de protection de l'enfant qui garantit couverture, qualité et coordination des services et institutions, en charge ou concernées par la protection de l'enfant.

- Les textes législatifs et réglementaires prévus par le Code sont adoptés et appliqués
- Les mécanismes de détection, d'orientation et de prise en charge des enfants en difficulté ou maltraités, sont renforcés et organisés de façon coordonnée
- Les capacités des acteurs, en charge ou concernés par la protection de l'enfant, sont renforcées

3.2. Interventions

L'amélioration de la prise en charge des enfants en situation de risque repose sur quatre volets :

1. Renforcement du cadre juridique
2. Renforcement des capacités institutionnelles de protection de l'enfant
3. Renforcement de la coordination opérationnelle des services, et mise en place d'un dispositif national de protection de l'enfant
4. Développement de programmes de protection spéciale ciblés

3.2.1. Renforcement du cadre juridique

Objectif : Prévenir et protéger les enfants contre les abus, la violence ou l'exploitation, en sanctionnant les violations de droits, et en offrant un niveau adéquat de protection juridique, conformément au Code de l'enfant

Le CNE devra mobiliser des ressources complémentaires pour assurer l'effectivité des dispositions légales et réglementaires prises conformément au Code de l'enfant.

Cibles spécifiques :

A Mi – parcours et à Terme

- Le Code de l'Enfant est édité et diffusé
- Les textes législatifs et réglementaires suivants, prévus par le Code de l'enfant, sont élaborés et adoptés :
 - ✓ *Sur le rôle des institutions et organismes privés contribuant à la protection de l'enfant :*
 - ✓ Décret fixant les modalités selon lesquelles les institutions participent à la mise en œuvre du Code (confère article 444)
 - ✓ Décret fixant la liste des organismes privés agréés pour prendre en charge les enfants devant être consultés sur l'état des droits des enfants au Togo (confère article 449)
 - ✓ *En matière de prise en charge des enfants en situation de risque :*
 - Décret portant Normes minimales de prise en charge dans les institutions chargées de recueillir et d'éduquer les enfants orphelins, les enfants handicapés, et tout autre enfant vulnérable (confère article 440)
 - Arrêté ministériel conjoint (Justice / Protection de l'enfant) fixant la liste des institutions habilitées à prendre en charge les enfants

- ✓ *En matière de justice pour enfant :*
 - Décret portant nomination d'un juge des enfants et d'un juge suppléant dans chaque tribunal de première instance, sur proposition du Conseil supérieur de la Magistrature (confère article 317)
 - Arrêté ministériel nommant deux assesseurs titulaires et deux assesseurs suppléants, assistés d'un greffier pour tribunal pour enfant, dans chaque tribunal de première instance où un juge des enfants aura été désigné par décret (confère article 331)
 - Arrêté ministériel fixant les modalités de financement des établissements recevant en garde des enfants en conflit avec la loi et la rémunération des personnes qualifiées pour recevoir des enfants et assurer leur surveillance et le tarif et le mode de rémunération des enquêtes, consultations ou examens confiés à des services ou des personnes privées agréées (confère article 346)
- ✓ *En matière de lutte contre l'exploitation des enfants*
 - Arrêté ministériel fixant, après avis du Conseil national du travail, les travaux qui, par leur nature ou les conditions dans lesquelles ils s'exercent, sont susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité à la moralité de l'enfant, et constituent de ce fait les pires formes de travail interdites aux enfants (confère article 265)
 - Loi fixant les sanctions encourues par les adultes pour avoir soumis un enfant aux pires formes de travail des enfants
 - Arrêté ministériel fixant, après avis du Conseil national du travail, les travaux légers accessibles aux enfants âgés de plus de 15 ans et les conditions dans lesquels ils s'exercent (confère article 262)
 - Décret fixant les conditions générales d'apprentissage et celles du contrat d'apprentissage (confère article 257)
- ✓ *En matière de lutte contre la traite des enfants :*
 - Le Protocole de Palerme est ratifié
 - Décret fixant les modalités de délivrance de l'autorisation de sortie du territoire national d'un enfant non accompagné d'un de ses parents ou de son tuteur (confère article 420)
 - Décret portant création de la CNARSEVT
- ✓ *En matière de protection des enfants handicapés*
 - Décret fixant les modalités d'octroi de la bourse d'étude aux enfants handicapés et de la subvention de l'Etat aux établissements de formation et centres d'apprentissage qui participent à la formation de l'enfant handicapé (confère article 258)
- ✓ *En matière d'enregistrement des naissances*
 - La loi portant organisation de l'état civil
- Arrêté ministériel réglementant les travaux champêtres, ou de toute autre nature, et confiés aux élèves, dans des conditions garantissant la qualité de l'enseignement scolaire
- Réforme législative portant obligation faite aux auxiliaires de justice et acteurs sociaux d'introduire et poursuivre une procédure judiciaire dans tous les cas de violation de droits de l'enfant, même en l'absence de dépôt de plainte ou de représentation de l'enfant par la famille, et prévoyant les modalités de représentation et de défense de l'enfant, en cas de défaillance parentale
- La Convention internationale globale et intégrée pour la protection et la promotion des droits et de la dignité des personnes handicapées (mars 2007) est signée et ratifiée
- La Convention de la Haye sur l'adoption est signée et ratifiée, et le décret portant organisation de la procédure d'adoption est adopté
- Un mécanisme de suivi-évaluation de la mise en œuvre est mis en place
- Un mécanisme de réexamen périodique du Code de l'enfant est mis en place

Activités :

- Edition et publication du Code de l'enfant
- Reproduction et diffusion du Code de l'enfant, auprès des auxiliaires de justice, des acteurs publics et privés chargés de la protection de l'enfant (services sociaux, services spécialisés), acteurs publics contribuant à la protection de l'enfant (éducation, santé, jeunesse, communication)
- Elaboration des textes législatifs et réglementaires par les services concernés de l'Etat
- Adoption et diffusion des textes
- Consultation nationale sur la coopération et les modalités de collaboration entre organismes privés et l'Etat en matière de protection de l'enfant
- Atelier national d'examen et de validation des normes minimales de prise en charge dans les institutions chargées de recueillir et d'éduquer les enfants orphelins, les enfants handicapés, et tout autre enfant vulnérable
- Atelier interministériel Justice / Protection de l'enfant pour l'examen et la validation de la liste des institutions habilitées à prendre en charge les enfants, après consultations au niveau régional et auprès des partenaires d'appui technique et financier
- Deux réunions du Conseil National du Travail pour avis sur les décrets relatifs aux pires formes du travail et aux travaux légers
- Création d'une Commission mixte chargée d'examiner, tous les trois ans, la pertinence et l'adéquation des dispositions contenues dans le Code de l'enfant avec l'évolution économique, sociale et culturelle du pays, et d'émettre des avis et propositions au CNE.

Mécanismes de mise en œuvre :

Institution responsable : le CNE. A ce titre, il a pour responsabilités la production des normes, la mobilisation des ressources, la coordination et la supervision.

Institutions d'exécution : Les services centraux et régionaux du Ministère en charge de la Protection de l'enfant, du Ministère en charge de la Justice, du Ministère en charge de l'emploi et du travail, du Ministère en charge de l'éducation, du Ministère en charge de la Sécurité, le Ministère en charge des Droits de l'Homme, les ONG et associations intervenant sur les thématiques de protection ciblées.

Partenaires d'appui technique et financier : L'UNICEF est le partenaire leader. Il mobilisera les autres partenaires notamment le BIT, Plan Togo, Care, Terre des Hommes, WAO, pour le soutien technique et financier.

Ressources humaines nécessaires :

- Un consultant national pour la revue des textes législatifs
- Un consultant national pour élaborer les normes minimales de prise en charge dans les institutions chargées de recueillir et d'éduquer les enfants orphelins, les enfants handicapés, et tout autre enfant vulnérable
- Un consultant national pour élaborer la liste des institutions habilitées à prendre en charge les enfants
- Un consultant national pour évaluer les besoins et proposer les modalités de financement des établissements recevant en garde des enfants délinquants, et la rémunération des personnes qualifiées pour recevoir des enfants et assurer leur surveillance, et le tarif et le mode de rémunération des enquêtes, consultations ou examens confiés à des services ou des personnes privées agréées

Indicateurs de résultats

1. Les dispositions législatives et réglementaires prévues par le Code de l'enfant sont adoptées / Nombre
2. Les mécanismes d'application des dispositions du Code sont opérationnels et bénéficient des ressources adéquates / Nombre

3.2.2. Renforcement des capacités institutionnelles de protection de l'enfant

Objectif :

Garantir la protection des droits de l'enfant reconnus sur le plan normatif, par la mise en place de mécanismes opérationnels et des ressources institutionnelles adéquates, permettant un accès équitable de tous les enfants en situation de risques à des services de protection, réhabilitation et réinsertion.

Cibles :

A mi Parcours

- 35 centres sociaux réunissent les conditions nécessaires à l'accueil, l'orientation, la protection et le suivi des enfants en situation de risques, appuyés par des équipes sociales mobiles intervenant en milieu ouvert, répartis en fonction des besoins de couverture des services des régions
- 30 formations sanitaires contribuent à la détection, l'écoute, la prise en charge et l'orientation des enfants en situation de risques, en particulier des enfants victimes de mauvais traitements, et de violences, notamment sexuelles, répartis en fonction des besoins de couverture des services des régions
- 250 établissements scolaires participent à un projet pilote d'école solidaire et sans violence, répartis en fonction des besoins de couverture des services des régions
- 2 brigades pour mineurs sont opérationnelles sur le territoire
- La juridiction spécialisée pour enfants dans le ressort de la CA de Lomé est renforcée, et appuyée par un service chargé de la protection judiciaire et de l'assistance éducative des mineurs
- 15 centres d'écoute et d'orientation, publics et privés, et 14 centres d'éducation, d'animation et de formation des jeunes défavorisés en milieu extrascolaire, ont leurs compétences renforcées en matière de détection, d'écoute et d'orientation des enfants en situations de risques, en particulier confrontés à la violence (cellules d'action psychopédagogique)
- Installation de 6 cellules d'action psychopédagogique dans un marché par région, hors chef lieu de région
- 20 structures de transit et d'hébergement des enfants en situation de risques répondent aux normes minimales de prise en charge et de suivi
- Médiateurs communautaires désignés par les enfants et la communauté, et formés, dans 250 localités

Au terme du Plan

- 79 centres sociaux réunissent les conditions pour l'accueil, l'orientation, la protection et le suivi des enfants en situation de risques, appuyés par des équipes sociales mobiles intervenant en milieu ouvert, répartis en fonction des besoins de couverture des services des régions
- 60 formations sanitaires contribuent à la détection, l'écoute, la prise en charge et l'orientation des enfants en situation de risques, répartis en fonction des besoins de couverture des services des régions
- 500 établissements scolaires participent à un projet pilote d'école solidaire et sans violence, répartis en fonction des besoins de couverture des services des régions
- 5 brigades pour mineurs sont opérationnelles sur l'ensemble du territoire
- Deux juridictions spécialisées pour enfant dans les ressorts de la CA de Lomé et de Kara sont opérationnelles, et sont appuyées par un service chargé de la protection judiciaire et de l'assistance éducative des mineurs

- 30 centres d'écoute et d'orientation, publics et privés, et 14 centres d'éducation, d'animation et de formation des jeunes défavorisés en milieu extrascolaire, ont leurs compétences renforcées en matière de détection, d'écoute et d'orientation des enfants en situations de risques, en particulier confrontés à la violence (cellules d'action psychopédagogique)
- Installation de 12 cellules d'action psychopédagogique dans les principaux marchés des régions, hors chef lieu de région, en fonction des besoins de couverture des services des régions
- 40 structures de transit et d'hébergement des enfants en situation de risques répondent aux normes minimales de prise en charge et de suivi
- Médiateurs communautaires désignés par les enfants et la communauté, et formés, dans 500 localités

Activités :

- Diagnostic institutionnel des services et institutions, publics et privés, de protection sociale et de protection spéciale de l'enfant

Et sur la base du diagnostic institutionnel :

- Réorganisation et renforcement des centres sociaux par le recrutement et la formation de personnels, permettant de constituer au moins un binôme protection sociale de la famille et des enfants en difficulté / protection spéciale des enfants maltraités, et une équipe sociale mobile mixte (public/associatif) d'au moins deux personnes
- Réhabilitation, équipement et aménagement des centres sociaux et des structures d'hébergement agréées
- Installation et renforcement des juridictions spécialisées pour enfants, et des brigades pour mineurs
- Développement et intégration de modules de formation dans les structures de formation des professions médicales et paramédicales, auxiliaires de justice (avocat, greffier), police, travailleurs sociaux
- Etablissement d'un programme de formation continue des acteurs en charge ou concernés par la protection de l'enfant, soit 1000 personnes parmi : le personnel médical et paramédical, les Magistrats, auxiliaires de justice (avocats, greffiers), officiers de police judiciaire (police, gendarmerie), travailleurs sociaux, personnel enseignant, personnel d'animation socio-éducative, culturelle, sportive et religieuse. Ce programme intégrerait des modules communs sur la détection, la méthodologie d'évaluation du danger encouru, et les techniques d'écoute des enfants en situation de risques (selon les situations), et la gestion / suivi de ces cas selon les professions.
- Définition d'un paquet minimum de services en direction des enfants en situation de maltraitance :
 - ✓ enfants victimes d'abus, de violence et d'exploitation sexuels
 - ✓ enfants victimes de négligence, d'abus, et de violence
 - ✓ enfants victimes d'exploitation et des pires formes de travail
 - ✓ enfants victimes de pratiques culturelles néfastes à leur santé ou leur développement
- Définition d'un paquet minimum de services en direction des enfants en conflit avec la loi
- Définition d'un paquet minimum de services en direction des enfants handicapés
- Définition d'un paquet minimum de services pour les enfants consommant des substances psycho-actives
- Elaboration d'outils et de référentiels :
 - ✓ Définition d'un protocole standardisé d'accueil et de suivi des familles en difficulté
 - ✓ Définition d'un protocole standardisé de détection, d'écoute et d'orientation des enfants victimes de toutes formes de maltraitance (abus, violence, exploitation), à caractère sexuel / non sexuel

- ✓ Définition d'un cahier des charges pour les structures d'hébergement des enfants en situation de risques, conformément aux normes de prise en charge définies juridiquement au préalable
- ✓ Adoption d'un Code de conduite pour toutes les institutions d'accueil des enfants
- Elaboration d'un projet pilote d'école solidaire et sans violence incluant : mesures incitatives directes à la scolarisation et au maintien à l'école, classes passerelles, et mesures d'éducation non formelle⁸, pour les enfants victimes de violations de droits, les enfants en conflit avec la loi, les enfants en institution ; mesures de prévention/protection des élèves contre la violence au sein et autour de l'établissement ; mesures de prise en charge des enfants présentant des difficultés d'apprentissage scolaire

Mécanismes de mise en œuvre :

Institution responsable : le Ministère en charge de la Protection de l'enfant. Il est responsable de la production des normes et procédures, l'évaluation des besoins, la programmation, la supervision et le suivi.

Institutions d'exécution : les Directions régionales et préfectorales, les services déconcentrés des ministères des Affaires sociales, de l'Education, de la Santé, de la Justice, Sécurité, Jeunesse, les ONG/Associations.

Partenaires d'appui technique et financier : L'UNICEF est le partenaire leader. Il mobilisera les autres partenaires, notamment le BIT, le FNUAP, l'Union Européenne, la BAD, les organismes de coopération bilatérale, Plan Togo, Care, BICE, Terre des Hommes, SOS Villages d'Enfants pour le soutien technique et financier.

Ressources humaines nécessaires :

- Un consultant international pour le diagnostic institutionnel des services et institutions publics et privés de protection sociale et de protection spéciale de l'enfant
- Un consultant national pour l'élaboration des paquets minimums de service
- Un consultant national pour l'élaboration des protocoles standardisés
- Un consultant national pour l'étude de faisabilité et l'élaboration du projet pilote d'école solidaire et sans violence

Indicateurs de résultats

1. Nombre de centres sociaux qui réunissent les conditions pour l'accueil, l'orientation, la protection et le suivi des enfants en situation de risques, appuyés par des équipes sociales mobiles intervenant en milieu ouvert
2. Nombre de formations sanitaires qui contribuent à la détection, l'écoute, la prise en charge et l'orientation des enfants en situation de risques
3. Nombre d'établissements scolaires qui participent à un projet pilote d'école solidaire et sans violence
4. Nombre de brigades pour mineurs opérationnelles
5. Nombre de juridictions spécialisées renforcées et opérationnelles
6. Nombre de centres d'écoute et d'orientation, publics et privés, et de centres d'éducation, d'animation et de formation des jeunes défavorisés en milieu extrascolaire, ayant leurs compétences renforcées en matière de détection et d'action psychopédagogique pour les enfants en situations de risques, en particulier confrontés à la violence
7. Nombre de structures de transit et d'hébergement des enfants en situation de risques qui répondent aux normes minimales de prise en charge et de suivi
8. Nombre d'outils et de référentiels élaborés et utilisés
9. Nombre de cellule d'actions psychopédagogiques installées et opérationnelles
10. Nombre d'acteurs formés
11. Nombre d'enfants ayant bénéficié d'un accompagnement et d'un suivi en milieu ouvert
12. Nombre d'enfants en situation de risque bénéficiant d'un paquet minimum de service

⁸ L'Education non formelle s'entend comme tout service d'éducation qui s'exerce en dehors d'un cadre scolaire

13. Nombre d'enfants victimes de violations de droits bénéficiant d'une prise en charge médicale
14. Nombre d'enfants victimes de violations de droits bénéficiant d'une prise en charge éducative
15. Nombre d'enfants victimes de violations de droits bénéficiant d'une assistance juridique
16. Nombre d'enfants victimes de violations de droits bénéficiant d'une assistance psychologique

3.2.3. Renforcement de la coordination opérationnelle des services : développement d'un dispositif national de protection de l'enfant

Objectif :

Organiser en réseau les services en charge ou concernés par la protection de l'enfant, de nature à détecter et orienter rapidement tous les enfants en difficulté ou en situation de maltraitance vers les services adéquats, et améliorer la traçabilité des parcours individuels.

Cibles spécifiques :

A mi-parcours

- 50% des enfants en situation de risque accèdent à des services d'écoute et d'orientation, quel que soit le milieu de vie
- Tous les acteurs institutionnels en charge ou concernés par la protection de l'enfant disposent des outils d'intervention et de coordination opérationnelle

Au terme du Plan

- Tous les enfants en situation de risque accèdent à des services d'écoute et d'orientation, quelque soit le milieu de vie
- Tous les enfants victimes d'une violation de droits et leur famille ont la possibilité de déposer une plainte qui remonte vers le CNE chargé de recevoir et examiner les plaintes, et procéder aux activités de surveillance, de suivi et de vérification
- Tous les acteurs institutionnels en charge ou concernés par la protection de l'enfant utilisent les outils d'intervention et de collaboration opérationnelle mis à leur disposition

Activités :

- Mise en place d'une ligne verte SOS Enfant (ALLO 11) au niveau national, permettant la détection, l'orientation vers des services de référence, l'intervention directe le cas échéant, et la constitution d'une base de données sur les situations de vulnérabilité des enfants
 - ✓ Expérience pilote à Lomé et leçons apprises
 - ✓ Constitution d'une base nationale de données des services et institutions en charge de la protection de l'enfant
 - ✓ Ancrage institutionnel de la permanence de la ligne verte
 - ✓ Définition des populations-cibles d'enfants / identification des référents dans l'équipe de permanence de la ligne verte
 - ✓ Cartographie des zones d'intervention
 - ✓ Contractualisation des services et institutions, publics, associatifs et privés, avec la permanence de la ligne verte
 - ✓ Développement d'outils de suivi des enfants
- Mise en place d'un système national et local pour le dépôt et le traitement des plaintes
 - ✓ Elaboration de procédure de dénonciation et de signalement anonymes des violations de droit de l'enfant
 - ✓ Procédure de collecte et de traitement des plaintes par un organisme indépendant au niveau de chaque région, et transfert vers le CNE

- Définition d'outils formels de collaboration opérationnelle entre services et institutions :
 - ✓ Protocole d'information, d'intervention et de référence pour chaque type de service public en charge ou concerné par la protection de l'enfant, en relation avec les autres (services sociaux, services de santé, services éducatifs, services d'encadrement jeunesse et d'animation socioculturels, police, justice)
 - ✓ Protocole d'information et d'intervention des services et institutions associatives en relation avec les services publics chargés de la protection de l'enfant
 - ✓ Elaboration et signature de conventions de partenariat ONG/associations et services sociaux chargés de la protection de l'enfant
 - ✓ Ateliers de formation des acteurs institutionnels sur la coordination opérationnelle dans la prise en charge des enfants en situation de risque
- Définition d'un format standardisé de dossier de tout enfant en situation de risque identifié par un service, permettant de retracer vécu personnel, historique des services par lesquels l'enfant est passé, et nature des interventions menées

Mécanismes de mise en œuvre :

Institution responsable : le Ministère en charge de la Protection de l'enfant. Il est responsable de la production des normes et procédures, l'évaluation des besoins, la programmation, la supervision et le suivi.

Institutions d'exécution : les services déconcentrés des ministères des Affaires sociales, de l'Education, de la Santé, de la Justice, Sécurité, Jeunesse, les ONG/Associations.

Partenaires d'appui technique et financier : Plan Togo est le partenaire leader. Il mobilisera les autres partenaires, notamment l'UNICEF, le BIT, le FNUAP, Care, BICE, Terre des Hommes, pour le soutien technique et financier.

Ressources humaines nécessaires :

- Un consultant international pour la mise en place de la ligne verte au niveau national
- Un consultant national pour la constitution de la base de données des services et institutions en charge de la protection de l'enfant
- Un/des consultant(s) national(aux) pour l'élaboration des outils formels de collaboration opérationnelle des services et institution

Indicateurs de résultats :

1. Nombre d'outils formels de collaboration opérationnelle entre acteurs, élaborés et utilisés
2. Nombre d'acteurs formés
3. Ligne verte SOS Enfant mise en place et opérationnelle au niveau national, avec un relais de services, institutions, acteurs publics, associatifs, privés, organisés en réseaux pour l'intervention directe et une prise en charge adéquate des enfants
4. Nombre d'appel d'enfants en situation de risque
5. Nombre d'enfants en situation de risque ayant bénéficié d'une assistance directe à travers la ligne verte
6. Système national de recueil et de traitement des plaintes pour violations de droit opérationnel
7. Nombre de plaintes pour violations de droit transmises au CNE

3.2.4. Développement de programmes de protection spéciale ciblés

Objectif :

Les besoins spécifiques de réhabilitation et de réinsertion de certains enfants en situation de risques sont pris en compte dans le cadre de programmes nationaux ciblés, de façon complémentaire aux dispositifs généraux de protection, déjà mis en place ou consolidés dans le cadre du Plan quinquennal, et qui intègre les programmes en cours

Cibles spécifiques :

- 100% des enfants victimes d'abus, de violence et d'exploitation sexuelle identifiés bénéficient d'un programme d'assistance spéciale, garantissant leur protection, réhabilitation et réinsertion
- 100% des enfants en conflit avec la loi participent à un programme destiné à leur réadaptation et leur réinsertion sociale
- 2400 enfants en situation de risque (non scolarisés, enfants de la rue, victimes d'exploitation, confrontés à la consommation de substances psycho actives, etc.), âgés de 12 à 17 ans, bénéficient d'un programme national de formation, d'insertion et d'aide à l'installation professionnelle

Activités :

- Désignation de trois cellules de coordination et de suivi national, ancré au sein des ministères de « tutelle » de chaque programme : Protection de l'enfant, Justice, Emploi
- Elaboration et lancement des programmes

Mécanismes de mise en œuvre :

Institution responsable : Chaque Ministère d'ancrage du programme est responsable de la production des normes et procédures, l'évaluation des besoins, la programmation, la supervision et le suivi. Le Ministère en charge de la protection de l'enfant assure la coordination des interventions.

Institutions d'exécution : les Directions régionales et préfectorales, les services déconcentrés des ministères des Affaires sociales, de l'Education, de la Santé, de la Justice, Sécurité, Emploi /Travail et Formation professionnelle, Jeunesse, les ONG/Associations.

Partenaires d'appui technique et financier :

L'UNICEF est le partenaire leader pour le programme en direction des victimes d'abus et violences sexuelles.

Le BICE est le partenaire leader pour le programme en direction des enfants en conflit avec la loi.

Le BIT est le partenaire leader pour le programme de formation et d'insertion professionnelle des enfants en situation de risque. Chacun mobilisera les autres partenaires, notamment l'UNICEF, la Banque mondiale, Care, Terre des Hommes, pour le soutien technique et financier.

Ressources humaines nécessaires :

- Trois consultants nationaux chargés des études diagnostic, de faisabilité, et de l'élaboration de chacun des programmes

Indicateurs de résultats :

1. Nombre d'enfants victimes d'abus, de violence et d'exploitation sexuelle entrés dans un programme d'assistance spéciale, garantissant leur protection, réhabilitation et réinsertion
2. Nombre d'enfants en conflit avec la loi participant à un programme destiné à leur réadaptation et leur réinsertion sociale
3. Nombre d'enfants en situation de risque, âgés de 12 à 17 ans, participant à un programme national de formation, d'insertion et d'aide à l'installation professionnelle

Domaine 4 : Renforcement du cadre national de coordination, de suivi et de planification

Situation en 2006/2007

Le cadre national de coordination et de suivi-évaluation dans le domaine de la protection existe mais est insuffisant.

4.1. Cibles

A mi-parcours

- Le CNE est constitué et dispose des moyens nécessaires à sa mission
- Les mécanismes de concertation et de collaboration gouvernementale intersectorielle, et inter institutionnelle sont mis en place
- Les indicateurs nationaux de la protection sont sélectionnés et harmonisés
- Un plan national de suivi-évaluation est élaboré

En 2013 :

- Le CNE est fonctionnel, se réunit, établit des rapports
- Les capacités nationales de suivi et de planification sont renforcées
- Les indicateurs de suivi sont mesurés

4.2. Interventions

Le renforcement du cadre national de coordination, de suivi et de planification repose sur quatre volets :

4.2.1. Installation du CNE et mise en place d'une unité de suivi-évaluation

- Décret fixant la composition, les attributions, l'organisation et le fonctionnement du CNE
- Adoption des mesures garantissant la fonctionnalité du CNE : élection de ses membres, recrutement, formation des élus et du personnel, budget de fonctionnement, affectation de locaux adéquats
- Mise en place d'un Secrétariat Permanent et d'une unité de suivi-évaluation au sein du CNE
- Elaboration et exécution d'un plan de suivi-évaluation
- Sélection et harmonisation des indicateurs nationaux sur la protection de l'enfant
- Gestion de la mise en œuvre du Plan stratégique quinquennal par le Secrétariat Permanent : plans d'actions budgétisés, rapports annuels d'activité, manuel de procédures de gestion administrative, financière et comptable

4.2.2. Renforcement des capacités de planification, et de suivi-évaluation du Ministère en charge de la protection de l'enfant

- Réorganisation interne de la DGPE, clarifiant la mission et la composition de chaque service
- Renforcement des équipements informatiques, des dotations de matériel consommables, et des crédits d'entretien pour la DGPE et les directions régionales
- Mise en réseau informatique interne de la DGPE et des directions régionales

- Formation des cadres de la DGPE, des directions régionales et préfectorales en planification, suivi et évaluation basé sur les droits de l'enfant
- Les mécanismes d'évaluation des dispositifs, ainsi que des services et établissements concourant à la protection de l'enfant, sont définis et appliqués :
 - ✓ Services et établissements : contrôle interne tous les deux ans, audit externe tous les cinq ans
 - ✓ Dispositifs : auto-évaluation tous les deux ans

4.2.3. Mise en place au niveau déconcentré d'un mécanisme de suivi et de coordination de la protection de l'enfant

- Constitution d'une Commission restreinte Protection au sein des Comités régionaux et Préfectoraux de Développement, présidé par la Direction régionale chargée de la planification du développement et secrétariat permanent assuré par la Direction régionale des affaires sociales. Elle se réunit une fois par mois, et procède à des revues semestrielles et annuelles. Elle adresse les résultats de ses travaux au Secrétariat Permanent du Comité de Pilotage, qui transmet au CNE pour l'établissement de rapports périodiques nationaux.

4.2.4. Renforcement des mécanismes de concertation et de collaboration institutionnelle

- Institutionnalisation des points focaux protection au niveau central :
 - ✓ Décret portant création des points focaux Protection au sein d'un service central précis de chacun des Ministères en charge : Economie et développement, Sécurité, Justice, Administration Territoriale, Education, Santé, Emploi et formation, Jeunesse, Communication, Droits de l'Homme
 - ✓ Arrêtés de nomination des points focaux Protection
 - ✓ Définition d'un cahier des charges des points focaux Protection
 - ✓ Atelier de formation des points focaux protection
- Constitution d'un Forum national de la protection, présidé par le Ministère en charge de la protection, et composé des principaux partenaires et ONG/Associations. Indépendant du CNE, ce groupe de réflexion et d'échange se réunit tous les deux mois, ou chaque fois que la situation le requiert.
- Restructuration et Renforcement des capacités des réseaux de la société civile spécialisés en protection de l'enfant

4.3. Mécanismes de mise en œuvre

Institution responsable : le Secrétariat Permanent du CNE. A ce titre, il a pour responsabilités la production des normes, la mobilisation des ressources, la coordination et la supervision.

Institutions d'exécution : Les services centraux et régionaux du Ministère en charge de la protection de l'enfant, de l'économie et du développement.

Partenaires d'appui technique et financier : L'UNICEF est le partenaire leader. Il mobilisera les autres partenaires notamment le BIT, le FNUAP, la Banque mondiale, la Coopération française, Plan International, Care, Terre des Hommes, pour le soutien technique et financier.

4.4. Ressources humaines nécessaires

- Un consultant international pour réaliser un audit institutionnel de la DGPE et des directions régionales
- Un consultant international pour les revues à mi-parcours et finale
- Un consultant national pour définir le cahier des charges des points focaux protection
- 1 consultant national pour appuyer la restructuration des réseaux de la société civile spécialisés dans le domaine de la protection de l'enfant

4.5. Indicateurs

- Nombre de réunions tenues, plans annuels de travail, et de rapports d'activités établis par le CNE, le Comité de Pilotage, les Comités sectoriels, la Commission restreinte Protection des CRD, les points focaux
- Résultats de la mesure des indicateurs nationaux
- Réseaux de la société civile restructurés et capacités renforcées / Nombre

Liste des acronymes et abréviations

| | | |
|-----------|---|---|
| BIT /IPEC | - | Bureau International du Travail / Programme International pour l'Elimination du Travail des Enfants |
| CDE | - | Convention internationale relative aux Droits de l'Enfant |
| CDQ | - | Comité de Développement de Quartier |
| CHU | - | Centre Hospitalier Universitaire |
| CHR | - | Centre Hospitalier Régional |
| CHP | - | Centre Hospitalier Préfectoral |
| CIP | - | Centre d'Initiation Professionnelle |
| CMS | - | Centre Médico Social |
| CNARSEVT | - | Commission Nationale d'Accueil et de Réinsertion Sociale des Enfants Victimes de Traite |
| CNDH | - | Commission Nationale des Droits de l'Homme |
| CNE | - | Comité des Droits de l'Enfant |
| CRASE | - | Centres Ruraux d'Activités Socio Educative |
| CVD | - | Comité Villageois de Développement |
| DGDS | - | Direction Générale du Développement Social |
| DGPE | - | Direction Générale de la Protection de l'Enfant |
| DGGPF | - | Direction Générale du Genre et de la Promotion Féminine |
| DGSN | - | Direction Générale de la Statistique Nationale |
| EDIL | - | Ecole d'Initiative Locale |
| MAEP | - | Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche |
| MASPF | - | Ministère de l'Action Sociale et de la Promotion de la Femme |
| MASPFPEPA | - | Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme, de la Protection de l'Enfant et des Personnes Agées |
| MCC | - | Ministère de la Communication et de la Culture |
| MCFC | - | Ministère de la Communication et de la Formation Civique |
| MDPEPA | - | Ministère Délégué, chargé de la Protection de l'Enfant et des Personnes Agées |
| MEPS | - | Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire |
| METFP | - | Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle |
| MGF | - | Mutilations Génitales Féminines |
| MICS | - | Enquête à Indicateurs Multiples par Grappes |
| MJEU | - | Ministère / Département chargé de la Jeunesse |
| MTEFP | - | Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Fonction Publique |
| MS | - | Ministère de la Santé |
| OIT | - | Organisation Internationale du Travail |
| OMS | - | Organisation Mondiale de la Santé |
| ONG | - | Organisation Non Gouvernementale |
| ONUDC | - | Office des Nations-Unies contre la Drogue et le Crime |
| ROJET | - | Réseau des Organisations des Jeunes et Enfants du Togo |
| RAJES | - | Réseau des Associations des Jeunes en lutte contre le SIDA |
| FNAFPP | - | Fonds National d'Apprentissage, de Formation et de Perfectionnement Professionnelle |
| SNSJA | - | Service National de Santé des Jeunes et Adolescents |
| UNICEF | - | Fonds des Nations Unies pour l'Enfance |